



En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7:	DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	OFFRE TECHNIQUE	5
ARTICLE 11:	OFFRE FINANCIERE.....	7
ARTICLE 12:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 13:	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 14:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 15:	RETRAIT DES PLIS	7
ARTICLE 16:	EVALUATION DES OFFRES	8
ARTICLE 17:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	10
ARTICLE 18:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 19:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	10



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix ayant pour objet la conclusion d'un marché ayant pour objet la réalisation de la qualification, de la collecte et de l'apurement des données de l'enquête nationale sur l'évaluation du dispositif d'alphabétisation et des rôles professionnels associés au Maroc, au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en **lot unique**.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N°2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché ;
- Le modèle du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. **Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.**

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret N°2.22.431. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours (10 jours) à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret N°2.22.431 et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma

ARTICLE 7: DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être transmises, par tout moyen pouvant donner date certaine, dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard, trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements sont mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2.22.431 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;



- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :**
- En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret N°2.22.431 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires de service ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9: LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

I-Conformément à l'article 28 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1. Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Auto-entrepreneur ou personne agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée ;
- Représentant du concurrent : celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- Coopérative ou union de coopératives : la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b. La déclaration sur l'honneur ;

c. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

d. La convention constitutive du groupement, prévue à l'article 150 du décret N°2.22.431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

1.2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a.** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b.** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou par tout organisme de prévoyance sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
 - c.** Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces citées aux points a) et b) sert de base pour l'appréciation de leur validité.



2. Un dossier technique comprenant

A- Les concurrents installés au Maroc :

- le certificat d'agrément délivré par le Ministère de l'Équipement et du Transport, prévu par le Décret N°2053-13 du 19 chaabane 1434 (26 juin 2013) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret N° 2-98-984 du 4 hijra 1419 (22 mars 1999) instituant, pour la passation de certains marchés de services pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre, faisant ressortir : le domaine d'activité : **Etudes générales (D13)**.

B- Les concurrents non installés au Maroc :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;

II- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives ;
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la **coopérative l'union de coopératives** est en situation régulière envers cet organisme ;

La date de production, au maître d'ouvrage, de ces pièces sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

ARTICLE 10: OFFRE TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique, précités, une offre financière et une offre technique.

L'offre technique comprend :

1. Une note méthodologique décrivant l'approche organisationnelle des prestations et de collecte et d'apurement des données ;
2. La liste numérotée des profils affectés au projet : Chef de projet, statisticien, informaticien et des membres de la CPSCV, indiquant leurs niveaux d'étude, leurs expériences dans le domaine, leurs rôles, conformément au modèle présenté à l'annexe 1 ;
3. La liste des profils des superviseurs et des enquêteurs affectés au projet, indiquant leurs niveaux d'étude, leurs expériences dans le domaine, leurs rôles, conformément au modèle présenté à l'annexe 2 ;
4. Un chronogramme d'affectation des membres de l'équipe pour la réalisation des tâches et activités relatives à chaque étape de l'étude ;
5. Les curriculum vitae détaillés, du Chef de projet, du statisticien, de l'informaticien et des membres de la CPSCV, conformément au modèle de l'annexe 3 du présent règlement de consultation, conjointement signés par le concurrent et chaque membre de l'équipe proposée pour l'accomplissement des prestations ;



6. Les copies des diplômes du Chef de projet, du statisticien, de l'informaticien et des membres de la CPSCV ;

7. Un planning général pour la réalisation des prestations.

Par ailleurs, les profils demandés pour l'équipe du titulaire devront obligatoirement correspondre aux exigences suivantes :

1. Le chef de projet doit :

- Avoir un diplôme (Bac + 5 ou plus) d'une grande école ou université de l'enseignement supérieur ;
- Avoir une expérience minimale de 10 ans dans le domaine des enquêtes statistiques ;
- Réalisation prouvée d'au moins 10 projets de même nature de collecte quantitative et qualitative y compris des entretiens, des enquêtes sur des plateformes informatisées

2. Statisticien qui doit :

- Être diplômé d'une université ou d'une Grande École/Institut de l'enseignement supérieur (Bac+5 ou plus) ;
- Avoir une expérience minimale de 10 ans dans le domaine des enquêtes statistiques ;
- Réalisation prouvée d'au moins 5 projets de même nature de collecte quantitative et qualitative y compris des entretiens et des enquêtes sur des plateformes informatisées.

3. Informaticien qui doit :

- Avoir un diplôme (Bac+5 ou plus) en informatique ;
- Avoir une expérience reconnue, d'au moins 5 ans, dans le développement, la programmation et l'exploitation informatique des données d'enquêtes.
- Être en mesure d'apporter le soutien aux équipes de collecte en cas de problèmes ou de blocages afin d'éviter tout retard pouvant affecter la réalisation de la collecte des données sur le terrain dans les délais fixés.

4. D'une Cellule permanente de suivi, de contrôle et de validation des fichiers de données collectées (CPSCV).

Le prestataire est tenu de constituer une cellule permanente de contrôle au sein de son siège. Cette dernière sera formée de **quatre personnes hautement qualifiées** dans le domaine d'exploitation informatique des données d'enquêtes statistiques et ayant une formation suffisante en statistique.

Chacune des quatre personnes doit :

- Avoir un diplôme (Bac+3 ou plus) ;
- Avoir une expérience reconnue, d'au moins 5 ans, dans l'exploitation informatique des données d'enquêtes ;
- Maîtriser l'utilisation des logiciels statistiques dont notamment SPSS ;

5. D'une équipe de terrain

L'équipe doit comprendre un minimum de **55 personnes**, réparties entre opérateurs/trices, enquêteurs/trices et superviseurs/es.

Le personnel de terrain doit être organisé en **deux équipes** principales :

1. Une équipe de qualification des coordonnées bénéficiaires et de prise de RDV (opérateurs et opératrices) ;
2. Une équipe de collecte des données sur le terrain (enquêteurs et superviseurs).

Le personnel des équipes d'opérateurs/trices et d'enquêteurs/trices doivent :

- Disposer d'au moins une licence ;
- Maîtriser au moins la manipulation des postes téléphoniques, des ordinateurs/tablettes et les applications qu'ils auront à utiliser ;
- Adopter constamment une bonne attitude et un très haut professionnalisme dans la façon d'aborder et dialoguer avec les individus des différents échantillons, et ce afin d'éviter toute réticence des interviewés. Ils sont censés avoir la facilité de contact et une bonne discipline en général, et particulièrement envers les personnes à interroger ;
- Avoir un bon sens de communication et de responsabilité ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'arabe et du français.

Les superviseurs/es doivent avoir au moins les mêmes profils que les opérateurs/trices et les enquêteurs/trices, et **avoir une expérience minimale de deux ans** en matière de supervision des travaux de collecte sur le terrain.

Tout concurrent dont l'offre technique ne comprend pas les pièces indiquées ci-dessus, sera écarté.



ARTICLE 11: OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- 1) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché, établi, conformément au modèle ci-joint en annexe, en un seul exemplaire, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, et comporte l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret N°2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement.

L'acte d'engagement doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

- 2) Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global du marché ;

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau du prix global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter :

- a. Un dossier administratif précité ;
- b. Un dossier technique précité ;
- c. Une offre technique précitée ;
- d. Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement du marché ;
 - Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global du marché.

ARTICLE 13: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2.22.431 précité, le dossier présenté, **par voie électronique**, par chaque concurrent, doit contenir trois enveloppes distinctes :

- a) **La première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Elle doit porter de façon apparente la mention « **dossier administratif & technique** ».
- b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».
- c) **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre technique** ».

ARTICLE 14: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 15: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances,



chargé du budget N°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le retrait des plis des concurrents s'effectue par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

ARTICLE 16: EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres comportera :

1. Examen des dossiers administratif et technique ;
2. Evaluation des offres techniques ;
3. Evaluation financière des offres ;
4. Analyse technico-financière des offres.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 44 et 144 du décret N°2.22.431 précité.

Phase 1 : examen des dossiers administratif et technique

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du décret N°2.22.431 précité.

Phase 2 : Evaluation des offres techniques :

A l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et de celles du dossier technique, la commission procédera, à huis clos, à l'examen et à l'évaluation des offres techniques des concurrents admis.

Une sous-commission technique sera constituée en vue d'analyser ces offres. A cet effet, les offres techniques seront jugées sur la base d'une évaluation technique axée sur les critères suivants :

- Conformité et pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS;
- Pertinence et cohérence du planning et du chronogramme d'affectation des membres de l'équipe ;
- Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de l'étude.

Une note technique (**Nt sur 100 points**) sera attribuée au soumissionnaire en se basant sur les trois critères sus indiqués de la manière suivante :

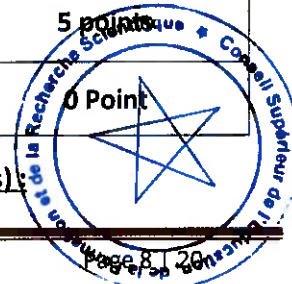
- **Nt1** Conformité et pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS (**30 points**) :

CRITERES	NOTES
- Compréhension de la mission.....	/15
- Très Bonne.....	15
- Satisfaisante.....	10
- Insuffisante.....	0
- Organisation des prestations, équipes, déplacements.....	/15
- Très Bonne.....	15
- Satisfaisante.....	10
- Insuffisante.....	0
TOTAL	/ 30

- **Nt2** Pertinence et cohérence du planning et du chronogramme d'affectation des membres de l'équipe (**10 points**) :

CRITERES	NOTES
Planning cohérent et bien élaboré pour la réalisation des prestations dans les délais impartis. Décrivant de manière cohérente et détaillée les tâches confiées à chaque membre de l'équipe avec une précision de leurs rôles et de la durée allouée à chaque tâche.	10 points
Planning cohérent pour la réalisation des prestations, et n'est pas assez détaillé en termes de répartition de tâches et des durées de réalisation.	5 points
Planning non cohérent pour la réalisation des prestations ou ne respectant pas le délai d'exécution des prestations ou non détaillé.	0 Point

- **Nt3** Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de l'étude (**60 points**) :



✓ **Notation du Chef de projet (15 points) :**

Nature des diplômes (5 points)	Expérience dans la collecte de données quantitatives et qualitatives (5 points)
- Plus que Bac + 5 : 5 points - Bac + 5 : 3 points - Moins que Bac+5 : 0 point	- Supérieure à 10 ans : 5 points - 10 ans : 3 points - Moins de 10 ans : 0 point

Nb projets de même nature (5 points)	
- n > 10 : 5 points - n = 10 : 3 points - n < 10 : 0 point « n » étant le nombre d'enquêtes auxquelles l'expert a participé, relevé d'après son CV.	« n » étant le nombre d'enquêtes auxquelles l'expert a participé, relevé d'après son CV.

✓ **Notation du statisticien (15 points) :**

Nature des diplômes (5 points)	Expérience dans le domaine des enquêtes statistiques (5 points)
- Plus que Bac + 5 : 5 points - Bac + 5 : 3 points - Moins que Bac+5 : 0 point	- Supérieure à 10 ans : 5 points - 10 ans : 3 points - Moins de 10 ans : 0 point

Nb projets de même nature (5 points)	
- n > 5 : 5 points - n = 5 : 3 points - n < 5 : 0 point « n » étant le nombre d'enquêtes auxquelles l'expert a participé, relevé d'après son CV.	

✓ **Notation de l'informaticien (15 points) :**

Nature des diplômes (7,5 points)	Expérience dans le développement, la programmation et l'exploitation informatique des données d'enquêtes (7,5 points)
- Plus que Bac + 5 : 7,5 points - Bac + 5 : 5 points - Moins que Bac+5 : 0 point	- Supérieure à 5 ans : 7,5 points - 5 ans : 5 points - Moins de 5 ans : 0 point

✓ **Notation de la cellule permanente de suivi, de contrôle et de validation des fichiers de données collectées (CPSCV) (15 points) :**

Nature des diplômes (7,5 points)	Expérience dans l'exploitation informatique des données d'enquêtes (7,5 points)
- Plus que Bac + 3 : 7,5 points - Bac + 3 : 5 points - Moins que Bac+3 : 0 point	- Supérieure à 5 ans : 7,5 points - 5 ans : 5 points - Moins de 5 ans : 0 point

La note qui sera attribuée aux membres de la CPSCV est le résultat de la moyenne des notes obtenues par chaque membre.

Au cas où le concurrent propose plusieurs intervenants, il sera tenu compte des intervenants disposant du meilleur profil adéquat.

N.B :



Seules seront comptabilisées les expériences et les projets explicitées en relation avec l'objet des prestations présentées sur le CPS pour chaque profil.

Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une note technique supérieure ou égale à 70 points (la note technique est égale : $NT = NT1 + NT2 + NT3$).

Phase 3 : Evaluation financière des offres :

L'examen des offres financière concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques et de leurs offres techniques.

La commission écarte les offres excessives et les offres anormalement basses.

L'offre financière est notée sur 100 points comme suit :

L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points ; les autres offres seront affectées chacune d'une note calculée par application de la formule suivante :

$$NF = 100 * M_d / M$$

Dans laquelle :

M_d : Désigne le montant de l'offre la moins disante.

M : Désigne le montant de l'offre considérée.

NF : désigne la note financière attribuée à l'offre considérée.

Phase 4 : Analyse technico- financière des offres :

La notation de l'offre de chaque concurrent se fera suivant le système de notation ci-après :

Note technique (NT) auquel il sera affecté un coefficient de 70%.

Note financière (NF) auquel il sera affecté un coefficient de 30%.

$$\text{Note technico- financière} = (70\% NT) + (30\% NF)$$

La note technico-financière de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (NT) et la note financière (NF), pondérées respectivement par les coefficients de 70% et 30% :

L'offre la plus avantageuse est celle qui a obtenu la note technico-financière la plus élevée.

ARTICLE 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément à l'article 36 du décret N°2.22.431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Toutefois, lorsque la commission considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prolongation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 18: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Le Dollar ou l'Euro sont les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montant des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.





ARTICLE 19: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°14/CSEFRS/2024

OBJET : LA REALISATION DE LA QUALIFICATION, DE LA COLLECTE ET DE
L'APUREMENT DES DONNEES DE L'ENQUETE NATIONALE SUR
L'EVALUATION DU DISPOSITIF D'ALPHABETISATION ET DES ROLES
PROFESSIONNELS ASSOCIES AU MAROC

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Hicham AIT MANSOUR Directeur de l'Instance Nationale d'Evaluation du Système d'Education, de Formation et de Recherche Scientifique</div>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> KHADDOU BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</div>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</div>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</div>



ANNEXES



ANNEXE N° 1
TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE CONCURRENT S'ENGAGE A AFFECTER A LA
REALISATION DE LA PRESTATION
CHEF DE PROJET, STATISTICIEN, INFORMATICIEN ET DES MEMBRES DE LA CPSCV

Nom et prénom	Rôle dans l'équipe	Diplôme	Expérience acquise dans des prestations similaires (nombre d'années)	Nombre de projets réalisés
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°2
TABLEAU RELATIF AUX ENQUETEURS ET SUPERVISEURS

Nom et prénom	Rôle dans l'équipe	Diplôme	Expérience acquise dans des prestations similaires (nombre d'années)
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°3
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. **NOM DE L'EMPLOYE** [nom complet] _____
2. **DATE DE NAISSANCE** _____ **NATIONALITE** _____
3. **FORMATION** [indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates de leur obtention] _____
4. **MEMBRE A DES ASSOCIATIONS/GROUPEMENTS PROFESSIONNELS** _____
5. **AUTRES FORMATIONS** [indiquer toute autre formation reçue ou certificat] _____
6. **LANGUES** : [indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite] _____
7. **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE** : [commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous),
Donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupe.]
Depuis [Année] _____ Jusqu'à [Année] _____
Employeur : _____
Poste : _____

<p>8. DETAIL DES TACHES EXECUTEES [Indiquer toutes les tâches à exécuter dans le cadre de cette proposition]</p> 	<p>9. EXPERIENCE DE L'EMPLOYE QUI ILLUSTRE LE MIEUX SA COMPETENCE [Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle de l'employé pour les tâches mentionnées au point 8]</p> <p>Nom du projet ou de la mission : _____</p> <p>Année : _____</p> <p>Lieu : _____</p> <p>Principales caractéristiques du projet : _____</p> <p>Poste : _____</p> <p>Activités : _____</p>
---	---

10. ATTESTATION

Je, soussigné, certifie sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute fausse déclaration puisse entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du prestataire] jour/mois/année



ANNEXE N° 4
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
.....
ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix N°14/CSEFRS/2024

Objet du marché : la réalisation de la qualification, de la collecte et de l'apurement des données de l'enquête nationale sur l'évaluation du dispositif d'alphabétisation et des rôles professionnels associés au Maroc, au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :



Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N°: ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés : [Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

- Membre n°1 : ;
- Membre n°2 : ;
- Membre n°n : ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la Trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N°5
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix N°14/CSEFRS/2024

Objet du marché : la réalisation de la qualification, de la collecte et de l'apurement des données de l'enquête nationale sur l'évaluation du dispositif d'alphabétisation et des rôles professionnels associés au Maroc, au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

A- Pour les personnes physiques

1. Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (1), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1. Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), au capital de

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (1), sous le N° :



Inscrit au registre de commerce de sous le N°: ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N°: ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3. Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours, remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 ;
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;



5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

(1) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

